

COMMUNIQUÉ CONJOINT

Génocide à Gaza : Nous exprimons notre solidarité avec la Flotille de la Liberté suite à l'attaque de drone qu'elle a subie

8 mai 2025

Le 2 mai au petit matin, alors qu'il acheminait de l'aide humanitaire et des médicaments vers Gaza, le navire Conscience, membre de la Flotille de la Liberté pour Gaza, a été attaqué par deux drones. Quelques heures plus tôt, un avion C-130 Hercules de l'armée israélienne avait été repéré en vol vers Malte, volant à basse altitude à l'est de l'île selon les données de suivi aérien.

Bien que l'armée israélienne se soit refusée à tout commentaire, la Flotille de la Liberté soupçonne que les tirs ayant visé le navire non-armé provenaient de drones israéliens. L'attaque a provoqué un incendie à bord, mettant en danger la vie de l'équipage et des volontaires. Un appel de détresse Mayday a permis à un cargo chypriote d'intervenir pour maîtriser l'incendie. L'équipage a choisi de ne pas abandonner le Conscience, refusant de laisser sans surveillance les précieuses cargaisons d'aide, au risque de les perdre.

Depuis 1948, la Palestine vit sous occupation israélienne. Cette année-là, environ 700 000 Palestinien·ne·s étaient expulsé·e·s de leurs terres et de leurs foyers. Depuis, Israël n'a cessé d'étendre ses colonies – illégales au regard du droit international – et d'imposer un régime d'apartheid à l'ensemble du peuple palestinien.

Si cette violence est structurelle, elle a pris une ampleur inédite depuis l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre 2023, au cours de laquelle plus de 800 civil·e·s israélien·ne·s ont été tué·e·s. En réponse, Israël a déclenché une campagne militaire d'une brutalité sans précédent, qualifiée de génocidaire par de nombreux expert·e·s et organisations internationales, visant à éradiquer la population palestinienne vivant dans la bande de Gaza.

Depuis, plus de 52 000 personnes ont été tuées, dont plus de 17 400 enfants. Des journalistes, des soignant·e·s, des travailleur·euse·s humanitaires ont été pris·e·s pour cible. Des ambulances et des hôpitaux ont été systématiquement attaqués, en violation directe du droit international humanitaire.

Le siège total imposé à Gaza empêche quasiment toute entrée de biens de première nécessité — nourriture, médicaments, matériel médical — et détruit les dernières infrastructures de santé encore fonctionnelles. Face à cette famine organisée et à l'effondrement du système de santé, la Flotille de la Liberté a décidé de briser le blocus pour tenter d'acheminer de l'aide vitale à la population.

Rompre ce blocus est une responsabilité des États, en particulier européens, occidentaux et arabes — ceux-là mêmes qui prétendent incarner les valeurs démocratiques et soutenir le

droit international humanitaire tout en continuant de soutenir le régime israélien. Une fois de plus, ce sont des membres de la société civile qui prennent le relais, au péril de leur vie.

Ce n'est pas la première fois que la Flottille est attaquée. Le 31 mai 2010, les forces israéliennes avaient déjà intercepté une précédente mission humanitaire, causant la mort de dix personnes. Comme le rappelle un·e activiste de la mission actuelle :

« Nous vivons une époque où les navires transportant les armes les plus sophistiquées circulent librement, tandis que ceux transportant une aide humanitaire urgente pour une population affamée sont brûlés. »

Alors que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu prévoit de parquer les survivant·e·s de Gaza dans une enclave de 45 km², abandonnant les 90 % restants de la bande aux forces d'occupation, nous dénonçons le refus du Parlement européen de débattre de cette attaque grave contre un navire civil et de condamner le nettoyage ethnique et le génocide en cours.

Nous condamnons fermement l'attaque délibérée contre un navire humanitaire transportant des biens essentiels. Nous rejetons les justifications cyniques du gouvernement israélien, qui évoque des opérations contre le Hamas pour couvrir un crime de guerre de plus.

Nous dénonçons le silence complice et l'inaction des États occidentaux et arabes, qui laissent Israël agir en toute impunité.

Nous exprimons notre solidarité totale avec celles et ceux qui, à Gaza, résistent encore aux tentatives d'extermination, et avec celles et ceux qui, comme l'équipage de la Flottille de la Liberté, choisissent l'action, la dignité et le courage pour dire non à l'injustice.

Contact presse



Simon Mallet, chargé de communication
smallet@asf.be

Signataires

- 1. Aktionstage Enough**
- 2. Al Bawsala / Tunisia**
- 3. Alternative Intervention of Lawyers, Athens**
- 4. Amadou Mbow, Président de l'Association Mauritanienne pour la citoyenneté et développement.**
- 5. Anti-Apartheid movement (AAM)**
- 6. ASGI - Association for Juridical Studies on Immigration**
- 7. Association Beity - Tunisia**
- 8. Avocats Sans Frontières (ASF)**
- 9. Bewegung für den Sozialismus**

10. booq Palermo - Biblioofficina di quartiere
11. Border Forensics
12. Cantine Tambouille
13. Center for Research and Elaboration for Democracy
14. Centhra Malaysia
15. Chile Lawyers for Palestine
16. Chryssa Maramatha
17. Collectif National pour la Reconnaissance des Crimes Coloniaux
18. Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie - CRLDHT
19. Convenzione dei diritti nel Mediterraneo
20. CORPORACION JURIDICA ALTERNATIVA CIUDADANA (Corpojurídica AC) - Colombia
21. Damj, the Tunisian Association for Justice and Equality
22. Daniel Kovalik, Attorney, USA, PAL Law Commission, Peace Council USA
23. de:criminalize
24. Dimitra Linardaki Lawyer, Athens
25. DIMITRIW ZOTOS Athens Bar accosiation No 9067
26. Eleni Solomakou, Jurist/PhD Candidate NKUA
27. Evgenia Kouniaki, Attorney, Greece, PAL Law Commission, Alternative Intervention
28. Feministisches Streikkollektiv Zürich
29. Figli delle chiancarelle
30. Fundación Solidaire
31. Fédération des tunisiens citoyens des deux Rives - FTCT (France)
32. Gruppo Melitea
33. Il Centro di ricerca ed elaborazione per la democrazia (CRED)
34. Ioanna stentoumi
35. Italiani Senza Cittadinanza
36. iuventa-crew
37. Jüdische Stimme für Demokratie und Gerechtigkeit in Israel/Palästina (JVJP), Switzerland
38. KEERFA MOVEMENT UNITED AGAINST RACISM AND FASCIST THREAT
39. Lamis J. Deek, Director of Legal and Diplomatic Affairs - PAL Commission on War Crimes, Justice, Reparations, and Return. Co-counsel To Freedom Flotilla
40. LasciateCIEntrare/MaipiuCie
41. Legal Clinic on Migration and Asylum University of Roma Tre
42. LEGAL TEAM ITALIA
43. Leonor aurrekoetxea
44. MALDUSA Project
45. Mediterranea Saving Humans
46. Mesdhe (Albania)
47. migration-control.info project
48. Missing Voices (REER)
49. Mountada Ettajdid, Tunis
50. Movement for Debt and Reparations
51. Mv LOUISE MICHEL

- 52. Nachaz Dissonances Tunisia**
- 53. NOMAD08 TUNISIA**
- 54. Pablo Andrés Araya Zacarías, Abogados Chilenos por Palestina, PAL Commission**
- 55. Pablo Azarcaya, Attorney, Chile, PAL Law Commission, Chile for Palestine**
- 56. PAL Commission on War Crimes, Justice, Reparations, and Return, Co-Counsel to Freedom Flotilla Coalition**
- 57. Palestina e lirë (Albania)**
- 58. Palestine Solidarity Alliance**
- 59. Petros Constantinou, coordinator KEERFA GREECE**
- 60. r42-SailAndRescue**
- 61. Reclaim The Sea CIC**
- 62. Refugees platform In Egypt (RPE)**
- 63. Ridha Tlili, Film maker**
- 64. Ridwana Ibrahim**
- 65. Rizomi.Lab**
- 66. Sabrina Fourek**
- 67. Salvamento Maritimo Humanitario - SMH**
- 68. SAR Malta**
- 69. SARAH-Seenotrettung**
- 70. Sea Punks e.V.**
- 71. Seasters Coop**
- 72. THFwelcome e.V.**
- 73. Tunisian Association for the Defense of Individual Freedoms**
- 74. Tunisian Forum for Social and Economic Rights FTDES**
- 75. USA Peace Council**
- 76. Watch the Med AlarmPhone**
- 77. WeAreOkay**
- 78. Worldwide Lawyers Association (WOLAS) as co-counsel to Freedom Flotilla Coalition**
- 79. Ya Basta Bologna**